



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique

Papier thématique

Journées européennes du développement 2013



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL





RESUME	5
1. LE DEFI DE L'EMPLOI EN AFRIQUE.....	7
Évolutions macroéconomiques récentes	7
Le chômage et l'emploi précaire.....	8
La dimension de genre.....	9
Le chômage des jeunes en Afrique.....	10
L'emploi des jeunes en Afrique par secteurs.....	12
Obstacles et opportunités pour la création de l'emploi formel.....	13
Emploi et stabilité.....	15
2. ENTREPRENARIAT POUR LA CRÉATION D'EMPLOI.....	16
L'entrepreneuriat comme solution au chômage.....	16
Les obstacles à la création et au développement de l'entrepreneuriat.....	16
3. APPROCHE DE L'ONUDI: EMPLOIS PRODUCTIFS POUR LES JEUNES.....	19
Mandat de l'ONUDI.....	19
Approche holistique de l'ONUDI sur le travail productif pour les jeunes.....	19
Promotion de l'investissement.....	22
Combinaison de services financiers et non financiers.....	22
Le développement des PME et leur extension.....	25
Collaboration avec le secteur privé.....	26
Adéquation des compétences et formation professionnelles.....	26
IDEA : Innovation, Développement & Entrepreneuriat pour tous.....	26
4. LA VOIE A SUIVRE : L'agenda de l'après 2015.....	28
Développement des secteurs productifs.....	28
Partenariat avec le secteur privé.....	29
Qualité de l'éducation , notamment l'enseignement de l'entrepreneuriat.....	30
Participation des jeunes.....	30
Accès aux services de qualité pour les entrepreneurs , y compris l'accès au financement.....	32
Objectif proposé par l'ONUDI après 2015: « Promotion des économies dynamiques et inclusives " ..	32
5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	34
Bibliographie.....	36



Dégagement de responsabilité

Ce document a été élaboré sans édition formelle des Nations Unies. Les appellations employées et la présentation du matériel dans ce document n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'ONUDI quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou de son système ou le degré de développement économique. Les appellations "développé", "industrialisé" et "développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention de noms de sociétés ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI.



RÉSUMÉ

Le 27 Novembre 2013, SOS Villages internationaux des enfants et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), avec la collaboration de JADE internationale - la Confédération européenne des Jeunes Entreprises - et le Forum européen de la jeunesse, tiendront une table ronde de haut niveau sur le problème mondial du chômage des jeunes. Cette discussion aura lieu dans le cadre des Journées européennes du développement qui cette année se concentrera sur l'ordre du jour de l'Agenda de développement Post 2015 - un sujet qui est aussi abordé dans ce document.

Pour cette occasion, le présent papier de l'ONUDI résume le contexte, les défis et les possibilités en ce qui concerne l'un des plus grands défis de l'Afrique pour les prochaines décennies : la création d'emplois productifs et décents pour sa population croissante, en particulier les jeunes. La forte croissance et les évolutions macroéconomiques globalement positives au cours des dernières décennies n'ont pas été traduites par des opportunités d'emploi durables et rentables pour les millions de chômeurs et de travailleurs pauvres. Ce document se concentre sur un continent, à savoir l'Afrique, car il illustre de nombreux problèmes qui sont pertinents pour le chômage des jeunes dans le monde entier. Dans le même temps, le continent contient la majorité des pays les moins avancés du monde (PMA) et est donc appelé à plusieurs niveaux, dont l'un est le chômage des jeunes. Évidemment, le chômage des jeunes est un problème mondial et l'approche de l'ONUDI présentée dans cet article est donc également applicable à d'autres régions. Plusieurs exemples dans le document mettront en évidence des projets de l'ONUDI portant sur cette question.

L'objectif principal est de créer des emplois décents et durables grâce à des activités productives. Avec une capacité limitée du secteur public à absorber le chômage, la promotion du secteur privé peut être une solution pour la création d'emplois. Des emplois sont créés principalement par le secteur privé au niveau mondial – globalement 9 sur 10 emplois sont créés par le secteur privé. Cependant, dans de nombreux pays, la population est confrontée à des obstacles au démarrage ou à l'expansion des activités productives. Le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) est un mécanisme éprouvé et efficace pour faciliter le développement économique et c'est dans ce secteur vital que l'entrepreneuriat nécessite un soutien important, de l'orientation et de l'investissement. Dans le même temps, la jeunesse qui représente 17 % de la population du monde est la force motrice pour le développement socio- économique et l'innovation de notre société. Paradoxalement, les jeunes représentent plus de 40 % de la population mondiale active au chômage. De nombreux gouvernements estiment donc la création d'emplois à long terme, décents et productifs pour les jeunes, une priorité.

Le premier chapitre donne un aperçu sur les développements économiques et décrit la situation de chômage et de sous-emploi dans les pays africains, esquisant les questions les plus pressantes tels que la croissance sans emploi, la pauvreté et l'emploi vulnérable ainsi que la dimension de genre du chômage et le chômage des jeunes travailleurs: avec presque 200 millions de personnes âgées entre 15 et 24 ans, l'Afrique a la population la plus jeune au monde. Bien que de nombreux emplois ont été créés, il n'ya pas eu assez pour accueillir le



nombre de jeunes en quête de travail et beaucoup de jeunes africains se retrouvent au chômage ou, plus fréquemment, sous-employés dans des emplois à faible productivité rémunération.

Le deuxième chapitre décrit comment l'entrepreneuriat peut être un moyen viable de créer des emplois productifs et durables pour les jeunes femmes et les hommes et discute les obstacles principaux à la création et au développement l'entrepreneuriat. Avec une capacité limitée du secteur public à absorber le chômage, la promotion du secteur privé peut être une solution au chômage. Des emplois sont créés principalement par le secteur privé au niveau mondial-globalement 9 sur 10 emplois sont créés par le secteur privé – donc la croissance du secteur privé est cruciale pour offrir davantage de possibilités d'emplois productifs. Le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) est un mécanisme éprouvé et efficace pour faciliter le développement économique et c'est dans ce secteur vital que l'entrepreneuriat nécessite un soutien important, de l'orientation et de l'investissement.

Le troisième chapitre présente la façon dont l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel répond au chômage des jeunes. Entrepreneuriat et entreprises autonomes génèrent de la croissance économique et des emplois pour les jeunes femmes et les hommes, surtout en tenant compte du fait que les entreprises sont la source principale économique pour soutenir la croissance économique bottom-up, le changement structurel et l'innovation. L'ONUDI a donc développé une approche holistique et stratégique pour renforcer l'esprit d'entreprise en fournissant le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises aux niveaux, macro, méso- et micro.

Le quatrième chapitre se concentre sur l'agenda post 2015 et la voie à suivre : comme le monde considère comment aller au-delà de l'expiration de la réalisation des OMD en 2015, l'occasion se présente pour construire un cadre avec les objectifs ancrés dans les trois dimensions du développement durable: économique, social et environnemental. Les consultations pour un cadre de développement post 2015 constituent une occasion unique de changer le paradigme actuel vers un modèle plus inclusif fondé sur un consensus visant à créer une prospérité durable pour tous. L'ONUDI a proposé l'Objectif post-2015: " Promotion des économies dynamiques et inclusives » qui promet d'être un moyen efficace vers une croissance inclusive, la création d'emploi durable et la réduction de la pauvreté à long terme.

En conclusion, le présent document donne un aperçu sur les défis et les opportunités de travail productif pour les jeunes et il offre des recommandations aux décideurs politiques et aux gouvernements , au secteur privé ainsi qu' a la communauté internationale, les donateurs et les organisations internationales sur la façon d' aller de l'avant et comment peut-on mieux répondre aux besoins des millions de chercheurs d'emplois et les jeunes femmes et les hommes africains sous-employés.



1. LE DÉFI DE L'EMPLOI EN AFRIQUE

Évolutions macroéconomiques récentes

Au cours des dix dernières années, l'Afrique a été la deuxième région ayant la plus forte croissance dans le monde, avec une moyenne de croissance annuelle du PIB de 5,1 pour cent.¹ Même en temps de crise financière mondiale et la récession qui suit, les pays africains ont démontré la résilience pour surmonter la crise.

Les revers de la croissance annuelle moyenne de 1,6 pour cent de 2010 à 2011 sont les résultats du changement politique et des troubles dans les pays d'Afrique du Nord survenus la même période. La situation politique devra se stabiliser et les économies nord-africaines devront récupérer pour permettre aux taux de croissance à travers le continent d'accélérer à nouveau. Les projections prévoient un taux de croissance annuel moyen de 4,5 pour cent pour 2012 et 4,8 pour cent en 2013². En dépit de tous les risques qui prévalent principalement en rapport avec les retombées de la crise de la dette européenne (baisse des exportations, des transferts plus faibles, des investissements directs étrangers inférieurs et d'autres), les Perspectives économiques en Afrique 2012³ prévoient un scénario optimiste pour le développement économique futur en Afrique: la trajectoire de croissance du continent devrait se poursuivre.

La forte croissance continue lors de la dernière décennie a contribué à des améliorations majeures comme la réduction des taux de pauvreté et l'amélioration du paysage macro-économique et la stabilité politique. Le nombre de ménages vivant dans l'extrême pauvreté a chuté de 42 pour cent en 1990 à 32 pour cent en 2006. Depuis 2000, 31 millions de ménages africains ont rejoint la classe de consommateurs.⁴

Cependant, beaucoup reste encore à faire. Les inégalités restent beaucoup trop élevées et des centaines de millions d'Africains sont encore piégés dans la pauvreté, ne peuvent pas satisfaire leurs besoins fondamentaux et sont exclus des services de base.

La forte croissance et les évolutions macroéconomiques positives sur tout le continent n'ont pas été traduites dans le développement économique et social à grande échelle nécessaire pour sortir des millions d'Africains de la pauvreté et réduire les inégalités importantes observées dans la plupart des pays⁵.

Par conséquent, comme proclamé en 2004 au Burkina Faso par l'Union africaine dans la Déclaration sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique, il est essentiel que les Mc décideurs et les gouvernements africains "placent la création d'emplois un objectif central et

¹Mc Kinsey Global Institute. Afrique au travail : création d'emplois et la croissance inclusive. 2012.

²BAD,OCDE,UNDDP,CEA: Perspectives économiques en Afrique 2012.

³BAD,OCDE,UNDDP,CEA: Perspectives économiques en Afrique 2012.

⁴Mc Kinsey Global Institute. Afrique au travail : création d'emplois et la croissance inclusive. 2012.

⁵Union africaine (UA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA): Rapport économique sur l'Afrique. Tirer le meilleur parti des produits de base africains: Industrialiser pour la croissance, l'emploi et la transformation économique. 2013

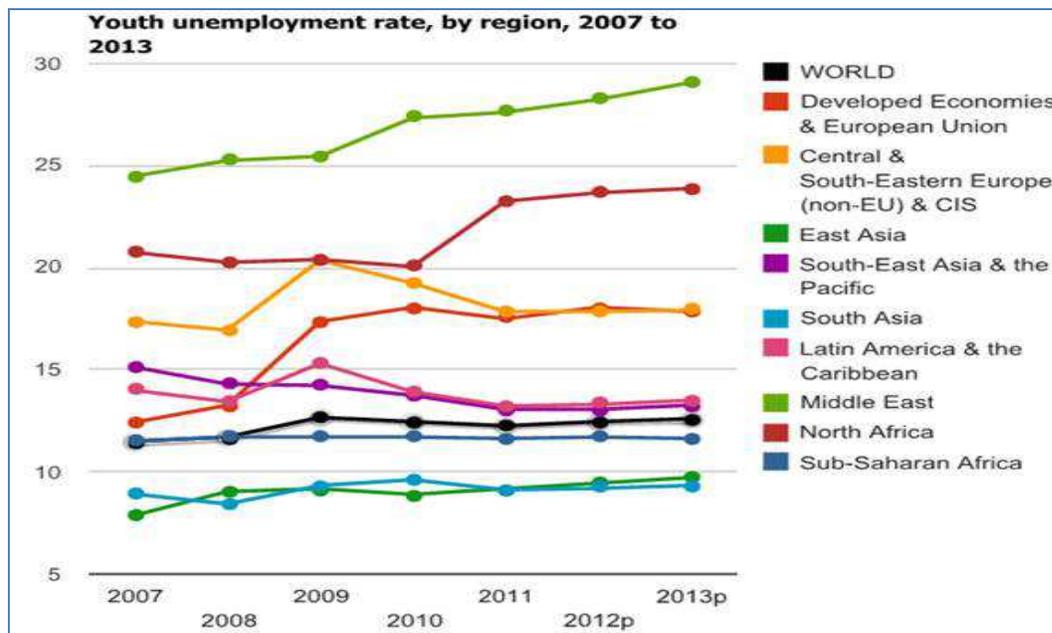


explicite des politiques économiques et sociales aux niveaux national, régional et continental, pour la réduction durable de la pauvreté et en vue d'améliorer les conditions de vie de la population des continents ». ⁶

Le chômage et l'emploi précaire

Comme pour de nombreuses régions du monde (prière de se référer au graphique ci-dessous), l'un des défis les plus pressants pour l'Afrique est la montée du chômage, ainsi que les niveaux élevés d'emploi vulnérable et de travailleurs pauvres en Afrique, qui devrait augmenter dans les prochaines années.

Le nombre de chômeurs dans le monde a augmenté de 4,2 millions en 2012, a atteint plus de 197 millions, et le taux de chômage a atteint 5,9 pour cent en 2013. La situation du marché du travail demeure particulièrement sombre pour les jeunes du monde, avec près de 74 millions de personnes dans le groupe des chômeurs de 15 à 24 ans dans le monde – soit un taux de chômage de 12,6 pour cent chez les jeunes. On estime que 73,4 millions de jeunes sont censés être au chômage en 2013, proche des niveaux atteints au plus fort de la crise économique en 2009. Il s'agit d'une augmentation de 3,5 millions entre 2007 et 2013.



Bien sûr, les défis et aussi les solutions peuvent être très différents et varient d'un pays à l'autre. Toutefois, certaines grandes tendances qui concernent le continent dans son ensemble et marqueront les défis pour les économies africaines dans les décennies à venir peuvent être arrêtés. L'OIT prévoit qu'en Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne un total de 34,5 millions de personnes sera au chômage en 2013, ce qui signifie une augmentation de 0,9 millions de personnes par rapport à 2012. ⁷ Au premier coup d'œil les taux de chômage moyens peuvent sembler relativement faibles par rapport à d'autres régions dans le monde : taux de chômage officiel de l'Afrique est à 9 pour cent. Toutefois, cela ne devrait pas être une raison

⁶ Union Africaine .La déclaration de l'UA de l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique. Burkina Faso 2004.

⁷ILO: Tendances mondiales de l'emploi 2013: la récupération d'un deuxième emploi 2013.



pour l'optimisme, puisque seulement 28 pour cent de la population active africaine occupe un emploi salarié rémunéré formel qui laisse un total de 63 pour cent des travailleurs occupant un emploi vulnérable. Cela comprend les travailleurs engagés dans des activités de subsistance comme l'agriculture ainsi que les travailleurs familiaux qui travaillent dans les entreprises familiales sans salaire formel. La mauvaise qualité de l'emploi se traduit également par la forte proportion de travailleurs pauvres dans l'emploi total : en 2011, 81,5 pour cent des travailleurs en Afrique ont été classés comme travailleurs pauvres.⁸

La dimension de genre

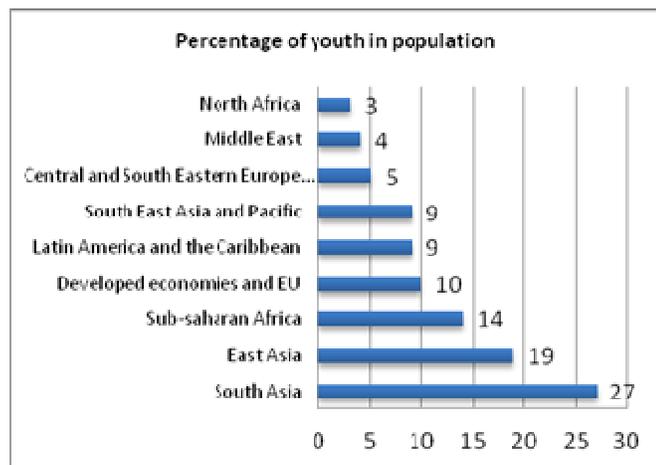
Pour les femmes africaines le défi de l'emploi est encore plus grand, car elles sont plus susceptibles d'occuper un emploi vulnérable. Près de 97 pour cent des femmes occupent des emplois vulnérables. Dans certaines régions, les habitudes culturelles, ainsi que le cadre réglementaire discriminatoire excluent la plupart des femmes de la main-d'œuvre. En Afrique du Nord par exemple, la différence entre les sexes dans la participation au marché du travail est frappante: avec une participation à la population active de 49 pour cent, la participation à la population active totale chez les hommes est de 74,2 pour cent et seulement 24,2 pour cent chez les femmes. En excluant près de la moitié de leur force de travail, les économies manquent à long terme un grand potentiel de croissance du secteur privé. Les gouvernements devront créer des incitations pour encourager un changement culturel et favoriser l'intégration des femmes dans le marché du travail.⁹

Surtout dans certains pays en Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest, les femmes font face à des difficultés extrêmes pour démarrer leur entreprise et devenir indépendantes. Les obstacles réglementaires et juridiques et la discrimination empêchent les femmes de posséder des terres et des biens, et donc d'accéder au crédit et à créer des entreprises.¹⁰

Le chômage des jeunes en Afrique

Globalement, il ya plus de 1,2 milliard de jeunes âgés de 15-24 ans, dont plus de 90% vivent dans les pays en développement. Comme le graphique ci-contre montre, les jeunes représentent un groupe important de la population mondiale.

Avec près de 200 millions de personnes âgées entre 15 et 24 ans, l'Afrique a la population la plus jeune au monde. Et elle ne cesse de croître rapidement. Le nombre de jeunes en



Afrique va doubler d'ici 2045.¹¹ Entre 2000 et 2008, la population en âge de travailler de l'Afrique (15-64 ans) a augmenté de 443 à 550 million, soit une augmentation de 25 pour cent.

⁸ John Page. Groupe de banques de développement africaines. Jeunesse, emploi et mutations structurelles : Affronter le problème de l'emploi en Afrique. 2012.

⁹OECD (2012), Initiative du genre: égalité entre les sexes dans l'éducation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat

¹⁰Mc Kinsey Global Institute, Afrique au travail: création d'emplois et la croissance inclusive. 2012.

¹¹ ILO, Tendances mondiales de l'emploi 2013



En termes annuels, il s'agit d'une croissance de 13 millions de dollars, ou 2,7 pour cent par an.¹²

La population des jeunes de l'Afrique n'est pas seulement en croissance rapide, elle est aussi de mieux en mieux formée. Bien que des écarts de qualité importants subsistent, ces tendances offrent une occasion unique pour le développement économique et social si les talents de ce réservoir de capital humain en augmentation rapide sont exploités et bien canalisés vers les secteurs productifs de l'économie.¹³

Bien que de nombreux emplois ont été créés, il n'ya pas eu assez pour accueillir le nombre des jeunes en quête de travail. Entre 2000 et 2008, l'Afrique a créé 73 millions d'emplois, mais seulement 16 millions de jeunes âgés entre 15 et 24 ans. En conséquence, de nombreux jeunes Africains se retrouvent au chômage ou, plus fréquemment, sous-employés dans des emplois à faible productivité et rémunération.

Des chômeurs de l'Afrique, 60 pour cent sont des jeunes et le taux de chômage des jeunes est le double de celui du chômage des adultes dans la plupart des pays africains. Le problème est particulièrement aigu dans les pays à revenu intermédiaire (PRI). En 2009, en Afrique du Nord le taux de chômage des jeunes était de 23,4 pour cent, et le ratio des taux de chômage des jeunes par les adultes a été estimé à 3,8. En Afrique du Sud, le chômage des jeunes était de 48 pour cent et la proportion du taux de chômage de jeunes à adultes était estimée à 2,5. Parmi les jeunes employés, la proportion de travail informel est nettement plus élevée que celle des adultes.

Lorsque les jeunes sont comparés aux adultes, ils apparaissent comme surreprésentés parmi les chômeurs et les découragés. Bien qu'ils constituent environ les deux cinquièmes de la population en âge de travailler sur le continent, ils représentent les trois cinquièmes du total des chômeurs.

Dans les PRI africains, le rapport des jeunes à celui des adultes est souvent plus élevé que dans d'autres parties du monde. Parmi ceux-ci, les PRI d'Afrique Australe ont les taux de chômage les plus élevés à la fois pour les jeunes et les adultes, tandis que les PRI d'Afrique du Nord ont les taux de chômage les plus élevés de jeune à adulte.

L'Afrique du Sud a un taux de chômage des jeunes de 48 pour cent en 2009, comparativement à 19 pour cent pour les adultes. L'Égypte, d'autre part, avait un taux de chômage des jeunes de 25 pour cent comparativement à seulement 4 pour cent pour celui des adultes en 2007.¹⁴

Les exceptions sont les pays les plus pauvres de l'Afrique sub-saharienne, où le chômage des adultes est très faible et n'est pas significativement différent de chômage des jeunes.¹⁵

Le chômage est plus élevé chez les jeunes en milieu urbain: ce taux plus élevé de chômage des jeunes en milieu urbain semble être le résultat de la migration par les jeunes de la campagne vers les villes dans l'espoir d'une vie meilleure, l'augmentation de la population jeune en milieu

¹²Banque mondiale (2011), Indicateurs du développement en Afrique 2011, Banque mondiale, Washington DC

¹³ OCDE, la BAD, le PNUD, la CEA Perspectives économiques en Afrique 2012

¹⁴ WEF 2012 Relever le Défi de 100 millions de jeunes

¹⁵ OECD, BAD, PNUD, CEA, Perspectives économiques en Afrique 2012



urbain ainsi que la concurrence sur le marché du travail urbain. La raison de cette migration des jeunes des régions rurales vers les zones urbaines est, entre autres, en raison du fait que les jeunes ruraux contribuent souvent aux revenus de la famille en raison des taux de pauvreté plus élevés, ce qui abaisse le taux de chômage dans les zones rurales, mais ne signifie pas que les jeunes ruraux sont mieux lotis.

Une tendance similaire est vraie pour l'éducation: la plupart des jeunes chômeurs ont peu d'éducation, mais les jeunes qui ont une certaine éducation sont aussi susceptibles d'être au chômage. En Tunisie, par exemple, le taux de chômage parmi les diplômés de l'université en 2008 était de 33 pour cent chez les hommes et 46 pour cent chez les femmes¹⁶. En Egypte, le chômage chez les diplômés universitaires était de 34,2 pour cent en 2006. En Afrique du Sud, il était de 34,9 pour cent en 2007.

Si les tendances actuelles sur les perspectives d'emploi des jeunes en Afrique sont difficiles, en dépit de la forte croissance de l'emploi avant la crise, avec 10 à 12 millions de jeunes entrant sur le marché du travail africain chaque année, la croissance de l'emploi doit être beaucoup plus forte pour faire une brèche dans le nombre de jeunes chômeurs. La croissance de bons emplois dans l'emploi salarié est encore plus limitée. Cela est particulièrement vrai pour le secteur public dans de nombreux pays africains où la croissance de bons emplois a été considérablement réduite au cours des deux dernières décennies.

Compte tenu de la forte croissance de la population, le rôle du secteur public en tant qu'employeur continuera à diminuer. Le secteur privé formel est trop petit pour absorber la main-d'œuvre croissante et la transition entre le travail formel et informel semble limitée. Compte tenu de la forte croissance démographique de l'Afrique et la réduction nécessaire de l'emploi dans le secteur public dans de nombreux pays, un secteur privé dynamique est la plus importante source d'emplois pour les jeunes.

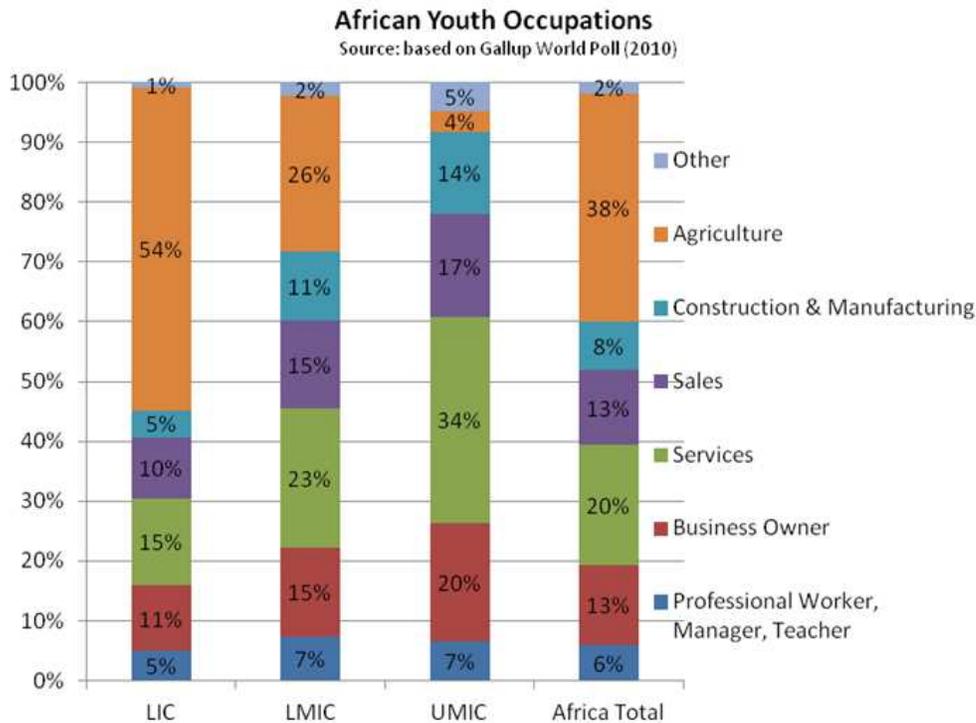
L'emploi des jeunes en Afrique par secteurs

Alors que le jeune travailleur moyen en Afrique travaille dans l'agriculture familiale, d'autres occupations importantes sont les services et le commerce et 13 pour cent sont des propriétaires d'entreprises. La production ne joue qu'un petit rôle dans les pays à faible revenu (PFR) mais elle est importante dans les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure (PRITS). Selon les données de Gallup World Poll, le jeune travailleur moyen en Afrique vit dans une zone rurale et travaille dans l'agriculture attaché à la famille : 38 pour cent des jeunes qui travaillent en Afrique sont dans l'agriculture. Pourtant, cette moyenne change radicalement avec le niveau de revenu du pays. Dans les pays à revenu moyen supérieur seulement 4 pour cent des jeunes qui travaillent sont dans l'agriculture - non loin de la moyenne de 2 pour cent de l'OCDE. Des jeunes africains 20 pour cent travaillent dans les services, y compris le travail de bureau, de transport, de réparation et d'installation, et 13 pour cent des ventes, tandis que 13 pour cent se considèrent comme les propriétaires d'entreprise. La proportion de propriétaires d'entreprises chez les jeunes augmente de manière significative avec le niveau de développement économique d'un pays, selon toute probabilité, reflétant de meilleures conditions pour les entrepreneurs. Dans les pays à revenu moyen supérieur de 20 pour cent des jeunes travailleurs sont propriétaires d'entreprises, comparativement à 11 pour cent dans les pays à faible revenu.

¹⁶Stampini et Verdier-Chouchane, 2011



Les emplois dans les secteurs de construction et de fabrication ne représentent que 8 pour cent des jeunes travailleurs à travers l'Afrique et seulement 5 pour cent dans les pays à faible revenu. Dans les pays à revenu moyen supérieur, 14 pour cent des jeunes sont employés dans les secteurs de construction et de la fabrication.¹⁷



Obstacles et opportunités pour la création de l'emploi formel

La réduction de la persistance du problème de l'emploi informel, des travailleurs pauvres et le chômage en Afrique ne peut être atteinte que lorsque le secteur privé s'engage activement. L'Afrique devra créer des emplois stables et bien rémunérés dans le secteur privé. Le secteur public n'est pas en mesure d'absorber les demandeurs d'emploi d'aujourd'hui, et encore moins le renflement de jeunes Africains entrant dans les marchés de l'emploi dans les prochaines décennies. Les emplois durables peuvent être créés par le développement du secteur privé et en se concentrant sur les secteurs informel et rural, car ils ont probablement les plus grandes capacités d'absorption.

Si les gouvernements se concentrent sur le développement des secteurs à fort potentiel de croissance et de l'emploi, l'Afrique a un énorme potentiel de création d'emplois dans les années à venir. Les gouvernements devront identifier les secteurs présentant pour le pays soit des avantages comparatifs sur les marchés mondiaux soit un grand potentiel de consommation domestique et aussi les secteurs qui sont capables de créer des emplois durables et décents et

¹⁷OCDE, la BAD, le PNUD, la CEA Perspectives économiques en Afrique 2012



d'identifier et de combler les lacunes et les obstacles qui entravent le secteur spécifique de développement et de croissance.

Les secteurs potentiels à forte croissance et d'emploi sont les secteurs de transformation du produit agricole et manufacturier et aussi des produits peuvent contribuer au développement du secteur privé, en fin de compte à l'emploi, si elle est bien traitée. Le secteur manufacturier est attendu de créer huit millions d'emplois en Afrique jusqu'en 2020, mais aurait le potentiel de créer sept millions d'emplois supplémentaires si les décideurs éliminent les obstacles à la croissance du secteur privé.

Même si souvent critiqués pour ne pas être les secteurs à forte main-d'œuvre, les matières premières et les ressources naturelles comme l'huile, le gaz et les minéraux ont le potentiel d'accélérer le développement d'autres secteurs et, enfin, bénéficier à la population locale, si elles sont bien gérées par les décideurs et les gouvernements.¹⁸

Un sondage parmi les entreprises du secteur privé menée par le « McKinsey Global Institute » dans différents pays africains décrit les principaux obstacles au développement et la croissance des entreprises du secteur privé. Les obstacles les plus fréquemment cités étaient dans l'ensemble des conditions macroéconomiques, tels que l'absence de stabilité politique et l'accès difficile au financement.¹⁹

En 2004, les membres de l'Union africaine se sont réunis à Ouagadougou pour discuter des défis cruciaux de l'emploi et de lutte contre la pauvreté en Afrique et se sont engagés " à autonomiser les pauvres et les personnes vulnérables, en particulier dans les communautés rurales et l'économie informelle urbaine, les chômeurs et les sous-employés en renforçant leurs capacités à travers l'éducation, les compétences et la formation professionnelle, un recyclage de la main-d'œuvre, l'accès aux ressources financières, notamment à travers la micro-finance, l'infrastructure des terres, les marchés, les technologies et les services dans le but de les intégrer de manière significative dans le marché du travail. ». ²⁰

Cet engagement est aujourd'hui plus que jamais d'actualité et devrait permettre le développement des économies africaines dans les prochaines décennies. La création d'emplois décents et productifs pour les générations à venir, nécessite un changement structurel basé sur une plus grande création de valeur ajoutée et la concentration sur les secteurs à forte intensité d'emploi tel que le secteur manufacturier.

Emploi et stabilité

La connexion entre le chômage, la pauvreté et les troubles politiques est clair, vu plus récemment dans les soulèvements du printemps arabe et les dégradations des économies arabes qui en résultent. Laisant de larges groupes de jeunes éduqués ou même non qualifiés non employés, entraîne l'inefficacité et compromet le développement du continent.

Comme on le voit dans le soulèvement 2011 dans les pays d'Afrique du Nord, où le chômage

¹⁸ Mc Kinsey global Institutite. Afrique au travail: création d'emplois et la croissance inclusive. 2012.

¹⁹ Mc Kinsey global Institutite. Afrique au travail: création d'emplois et la croissance inclusive. 2012.

²⁰ Union Africaine .La Déclaration de l'UA sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique. Burkina Faso 2004.



était certainement une force motrice dans l'agitation politique, le nombre croissant de chômeurs - en particulier chez les jeunes femmes et hommes - ne représente pas seulement un problème économique pour les économies africaines, mais il est une menace à la stabilité sociale et politique du continent.

Des niveaux élevés de chômage empêchent des millions de contribuer à la société, les laissant à la fois économiquement et socialement exclus. Compte tenu du rôle clé de la jeunesse dans le développement futur, cette exclusion exerce un coût élevé pour la société, ce qui pose une menace potentielle pour la sécurité humaine sous toutes ses formes. Les répercussions sont potentiellement dévastatrices sur les plans social, économique et personnel, c'est pourquoi l'OIT met en garde de ce qui pourrait devenir une « génération perdue ». Leur sort pourrait aussi engendrer une multitude de problèmes dans l'avenir pour ceux sans expérience de travail ou sans éducation qui pourraient passer le même modèle à leurs enfants.



2. ENTREPRENEURIAT POUR LA CRÉATION D'EMPLOI

L'entrepreneuriat comme une solution au chômage

Favoriser l'esprit d'entreprise et le développement de micro-entreprises sont essentiels pour développer l'emploi, des possibilités de gain et de réduire la pauvreté. Des conditions macro-économiques et un environnement des affaires solides, y compris les infrastructures, la réglementation et l'environnement juridique ont été généralement soulignés à améliorer les possibilités du marché du travail. Alors que ceux-ci demeurent pertinents, une attention croissante est portée sur le rôle des politiques qui visent à améliorer la productivité et réduire les contraintes parmi les entrepreneurs des pays en développement.

Un secteur privé dynamique est le véhicule le plus important pour la création d'emplois pour les jeunes en Afrique.²¹ Les perspectives d'emploi pauvres, l'évaluation par les experts et les perceptions des jeunes maghrébins tous convergent sur une demande insuffisante pour le travail des jeunes comme étant le goulot d'étranglement le plus important de l'emploi des jeunes. Le secteur public se rétrécit et promouvoir la création d'emplois dans le secteur privé (à la fois petites et grandes entreprises) est la seule option viable pour la création d'emplois à grande échelle en Afrique.

Les obstacles à la création et au développement de l'entrepreneuriat

La création d'emplois dans les petites entreprises a besoin de répondre à la nécessité d'éliminer les obstacles aux petites et micro-entreprises, leur permettant de se développer et remplir le chaînon manquant, et de soutenir les jeunes à devenir entrepreneurs et de créer leurs propres emplois. Très peu de petites et micro-entreprises parviennent à se développer et devenir des grandes entreprises. Pour encourager la création d'emplois, les gouvernements doivent se concentrer sur l'élimination des obstacles qui sont spécifiques aux petites et micro-entreprises et de soutenir leur croissance dans des entreprises productives.²²

Les petites entreprises et les micros-entrepreneurs, qui sont souvent informels, en particulier dans les pays d'Afrique subsaharienne, sont plus limités à l'accès au financement et à la terre, ainsi que par des niveaux élevés de risque.²³ En raison de leur caractère informel, les petites et micro-entreprises sont limités dans leur capacité à obtenir le financement nécessaire auprès des banques. Ces entreprises manquent souvent de base en comptabilité et n'ont aucune garantie, puisque les droits de propriété, notamment pour les terres, sont pour le moins faibles. En outre, dans la plupart des pays, le nombre de banques est faible. Celles qui sont sur le marché bénéficient des profits élevés en travaillant avec les grandes entreprises existantes. Il y a peu d'incitation à accorder des crédits aux petites et moyennes entreprises (PME).

Les institutions de microcrédit ont vu le jour dans de nombreux pays, en répondant aux micro-entrepreneurs. Toutefois, les PME qui se sont développées au-delà du seuil de micro finance font face à une pénurie de fournisseurs de crédit et un système financier qui est souvent entièrement axé sur les grandes entreprises. L'épargne et des dispositifs d'assurance

²¹Jonh Page (2011), «L'aide, le changement structurel et le secteur privé en Afrique»

²² OCDE, la BAD, le PNUD, la CEA Perspectives économiques en Afrique 2012

²³Shifeaw et Bedi (2009), «La dynamique de création d'emplois et la destruction d'emplois»



pourraient être des outils importants pour permettre aux petits entrepreneurs à prendre des risques et à investir dans la croissance de leur entreprise.

La complexité des obstacles augmente avec le niveau de revenu du pays. Les contraintes les plus fondamentales (tels que la stabilité macro-économique, l'électricité, l'accès au financement) semblent être plus contraignants à de faibles niveaux de revenus.²⁴ Puis, comme un pays se développe, les entreprises doivent faire face à un certain nombre de problèmes causés par la mauvaise gouvernance et la faible capacité administrative et bureaucratique (corruption, le niveau de la fiscalité, la qualité de l'administration).

Enfin, chaque fois qu'un pays remonte à un statut de revenu supérieur, la réglementation du travail devient un facteur plus important du climat des affaires, en grande partie parce que l'État a une forte capacité à mettre en œuvre.

En Afrique du Nord, le niveau de qualification de la main-d'œuvre est un obstacle encore plus important à l'entrée du marché du travail que dans l'Afrique sub-saharienne, ce qui indique une structure économique à plus forte intensité et la présence d'une grande inadéquation des compétences.

Bien que le secteur informel soit important pour la création d'emplois et la croissance, les gouvernements devraient entreprendre des efforts pour accroître la formalisation. Ils doivent reconnaître le rôle important que joue le secteur informel dans la création d'emplois et de créer un environnement qui favorise la croissance de ces entreprises. Toutefois, le secteur informel représente également un manque à gagner en impôt sur le revenu et est, par définition, insensible à la réglementation gouvernementale, même si elle est bénigne. En retour, les contribuables devraient également bénéficier de services publics pour soutenir le développement des entreprises.

Les programmes visant à soutenir les jeunes doivent être complets. Pour démarrer une entreprise, les jeunes n'ont pas seulement besoin de capitaux: les connaissances sur la façon de diriger une entreprise sont également nécessaires. La formation en entrepreneuriat permet aux jeunes d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour créer et gérer une entreprise durable susceptible de générer des emplois. Le mentorat et les pépinières d'entreprises peuvent être des outils précieux pour transmettre ces compétences. Pour être efficace, la formation doit mélanger les compétences techniques, telles que la communication écrite et orale, la gestion technique et le sens de l'organisation, les compétences en gestion des affaires, tels que la planification, la prise de décision, le marketing et la comptabilité, et des compétences entrepreneuriales personnelles telles que l'auto-discipline, la prise de risque et l'innovation.

²⁴Gelb et al. (2007a)



3. APPROCHE DE L'ONUDI: EMPLOIS PRODUCTIFS POUR LES JEUNES

Mandat de l'ONUDI

L'ONUDI est une institution spécialisée des Nations Unies chargée de promouvoir et d'accélérer le développement industriel durable dans les pays en développement et les économies en transition. L'organisation est reconnue comme un fournisseur très pertinent, spécialisé et efficace pour les services essentiels afin de supporter les défis interdépendants de la réduction de la pauvreté par des activités productives.

En mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la durabilité environnementale, l'ONUDI propose un vaste ensemble de services et des solutions personnalisées pour répondre aux défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays en développement et les pays en transition.

L'ONUDI aspire à réduire la pauvreté par le développement industriel durable et offre des services personnalisés, allant des conseils de politiques industrielles jusqu' à l'entrepreneuriat et le développement des PME, la diffusion des technologies de production durable ainsi que la fourniture d'énergie rurale à des fins productives.

Le secteur privé joue un rôle central dans la réduction de la pauvreté, car il est le principal moteur de la croissance économique et la création d'emplois. Cependant, dans de nombreux pays la majorité de la population est confrontée à des obstacles dans le démarrage ou l'expansion des activités productives. Par conséquent l'ONUDI vise à libérer le potentiel productif des groupes défavorisés par la promotion des activités productives, des politiques industrielles, le renforcement des institutions et les services de soutien à l'industrie.

L'avantage comparatif de l'ONUDI réside dans la capacité éprouvée à développer et à mettre en œuvre avec succès des interventions complètes pour relever le défi évident du chômage des jeunes. En outre, des partenariats stratégiques avec des institutions / partenaires locaux concernés ont été forgés au cours des dernières années, l'amélioration de la durabilité de ses interventions et de garantir l'appropriation nationale des approches de développement.

Approche holistique de l'ONUDI sur le travail productif pour les jeunes

Dans ses efforts pour contribuer à un développement industriel durable, l'ONUDI se concentre en grande partie sur le secteur manufacturier dans les pays en développement. Dans de nombreux pays en développement, l'agriculture est la principale activité économique, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines. Les problèmes récurrents dans le secteur agricole comprennent l'insécurité alimentaire et le chômage, notamment en raison de technologies dépassées et inefficaces conduisant à une faible productivité et une croissance économique lente. Les produits agro-industriels comptent pour la moitié de toutes les exportations des pays en développement, mais seulement 30 pour cent de ces exportations concernent des produits transformés par rapport à un chiffre de 98 pour cent dans les pays développés. Par conséquent, l'ONUDI fournit une variété de services orientés vers l'aide aux pays en développement en ajoutant de la valeur aux matières et produits de leurs activités



économiques, par exemple dans le secteur agricole ou artisanal, et en renforçant leurs secteurs manufacturiers.

Étant donné que le secteur privé crée plus d'emplois que le secteur public, le développement du secteur privé est essentiel pour lutter contre le chômage des jeunes. Les gouvernements devront identifier les secteurs dans lesquels le pays a un avantage comparatif sur les marchés mondiaux. Le secteur manufacturier et l'agriculture en général, offrent un énorme potentiel de forte croissance économique favorisant la création d'emplois. Par exemple, le secteur manufacturier devrait créer huit millions d'emplois en Afrique jusqu'en 2020, mais serait susceptible de créer sept millions d'emplois supplémentaires si les décideurs éliminent les obstacles qui empêchent la croissance du secteur privé.

L'approche de l'ONUDI pour l'emploi des jeunes aborde des questions spécifiques à chaque pays à travers l'analyse de la chaîne de valeur, en aidant les jeunes entrepreneurs (potentiels) à la création, la formalisation et / ou le renforcement de leur entreprise et ainsi les aider à acquérir l'accès au financement. Les activités économiques de ces jeunes entrepreneurs ont souvent lieu dans le secteur agricole et peuvent facilement être liées au secteur de la production comme un moyen d'amélioration de leurs activités.

Exemple : le secteur manufacturier comme vecteur de croissance économique en Inde

Comme indiqué par le gouvernement indien dans son douzième plan quinquennal (Octobre 2011), le secteur manufacturier est un élément clé pour la croissance économique d'un pays. En Inde, le gouvernement vise à accroître la croissance du secteur manufacturier pour atteindre 12-14 pour cent à moyen terme, ce qui permettrait au secteur de constituer au moins 25 pour cent du PIB en 2025. En se concentrant sur le développement des compétences des pauvres migrants ruraux et urbains, le gouvernement prévoit la création de 100 millions d'emplois supplémentaires d'ici 2025. En outre, le gouvernement reconnaît la nécessité d'une augmentation supplémentaire de la valeur nationale, la sophistication technologique, la durabilité environnementale et des politiques appropriées pour faciliter le développement (futur) du secteur manufacturier. Plus encore, le gouvernement de l'Inde souligne également l'importance du développement des (M) PME, ainsi donc se concentrer sur l'amélioration de l'accès aux capitaux et au crédit, la technologie et la productivité, le développement de la grappe et la mise à niveau.

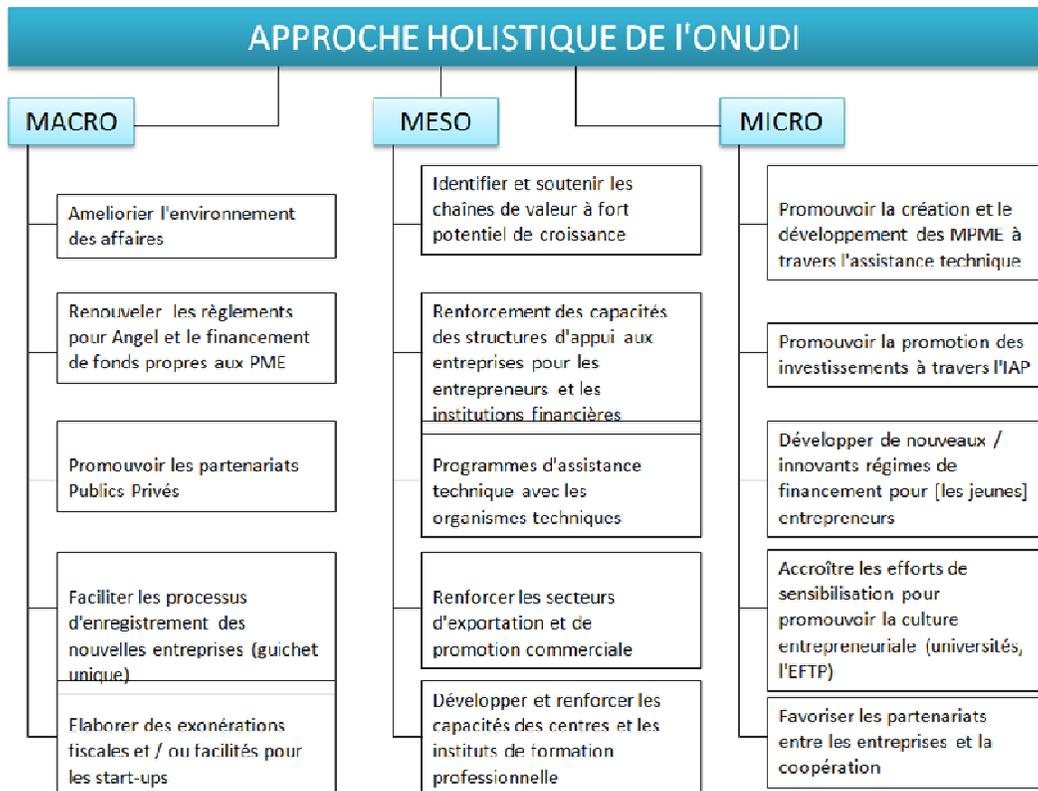
Les interventions de l'ONUDI pour l'amélioration du travail productif pour les jeunes comportent deux volets: d'une part l'ONUDI améliore l'auto-emploi en aidant les jeunes entrepreneurs dans la création de leurs entreprises afin de libérer leur potentiel économique, tout en contribuant à leur indépendance économique. D'autre part l'ONUDI se concentre sur le développement des MPME, en particulier dans les secteurs à forte intensité d'emploi, afin de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes, femmes et hommes.

Les Interventions de l'ONUDI dans le domaine de l'emploi des jeunes rendent le soutien nécessaire pour aider les jeunes à devenir des acteurs dans le développement socio-économique de leurs sociétés en améliorant la création d'emplois productifs et décents.

Les projets et les programmes de l'ONUDI interviennent aux niveaux :macro, méso et micro, en favorisant un environnement propice pour le secteur privé et l'entrepreneuriat des jeunes, en renforçant les capacités des institutions locales, en fournissant des conseils et en facilitant l'accès au financement ainsi que l'encadrement des jeunes entrepreneurs au-delà de la phase de démarrage.



Pour stimuler l'emploi et la croissance inclusive, l'ONUDI a mis au point une approche intégrée qui couvre les trois niveaux : macro, méso et micro et qui s'applique aux services financiers et non financiers selon les besoins spécifiques d'un pays donné:



Au niveau Macro : créer un environnement favorable

Au niveau macro, les interventions de l'ONUDI visent à promouvoir un environnement favorable à la création d'emplois pour les jeunes à travers le développement et la création des MPME. En étroite coopération avec les gouvernements locaux et nationaux l'ONUDI fournit les services analytiques et consultatifs nécessaires à la création d'un environnement favorable aux entreprises.

Au niveau Méso: renforcement des capacités au niveau institutionnel

Au niveau méso, l'ONUDI vise à accroître la qualité des services fournis par les institutions publiques et privées pour la création d'emplois pour les jeunes à travers le développement et la création des MPME. En coopérant étroitement avec les fournisseurs locaux des services aux entreprises, les consultants et les institutions financières, l'ONUDI assiste à mettre en place une infrastructure de soutien durable aux jeunes entrepreneurs.

Au niveau Micro : création et développement des entreprises

Au niveau de l'entreprise, l'ONUDI assiste à promouvoir les entreprises innovatrices et axées sur la croissance qui sont dirigées par des jeunes innovateurs en fournissant l'assistance technique nécessaire et en facilitant l'accès aux services financiers et non financiers. Ces interventions permettent d'accroître l'accès aux marchés et renforcent le potentiel de croissance des MPME pour créer les opportunités d'emplois pour les jeunes.

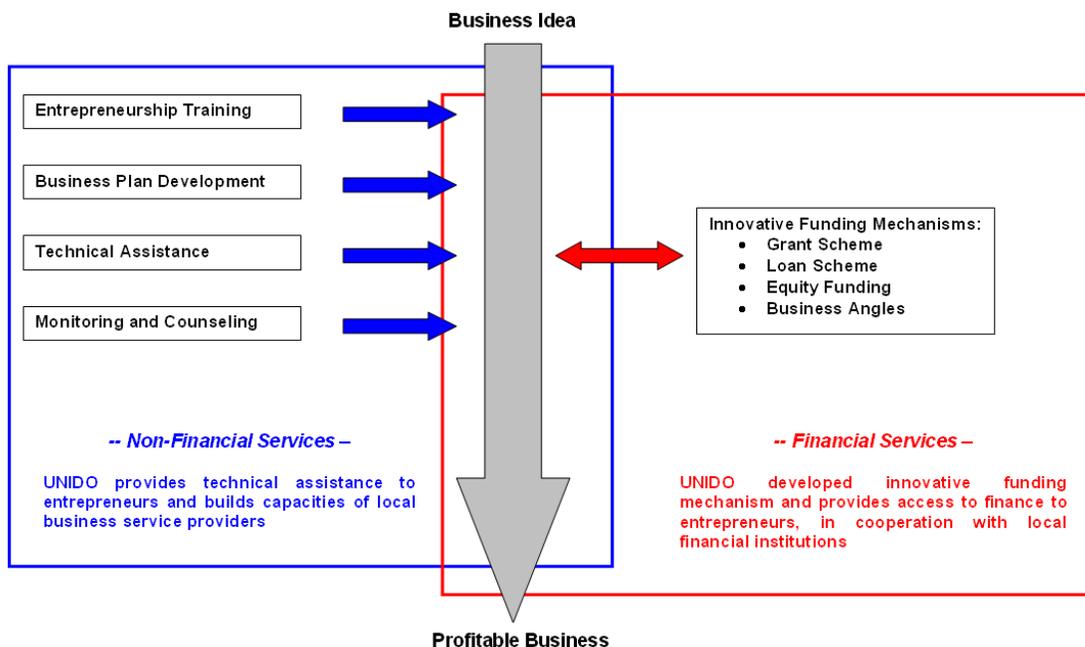


Promotion de l'investissement

L'ONUDI peut compter sur sa capacité prouvée d'attirer et de mobiliser les investissements nationaux et étrangers, stimuler les initiatives en matière de RSE et promouvoir l'investissement et le transfert de technologie avec des partenaires étrangers et nationaux visant à renforcer et à élargir les MPME locales, y compris les entreprises dirigées par des jeunes, créant ainsi des opportunités d'emploi pour les jeunes. En favorisant l'investissement intérieur et étranger grâce à des outils comme l'étude de l'investissement et le Programme de sous-traitance (SPX), l'ONUDI promet la connexion des entreprises aux opportunités du marché et au potentiel de croissance.

Combinaison des services financiers et non financiers

L'un des principaux obstacles à la réussite de la création de l'entrepreneuriat des jeunes et son expansion est le chaînon manquant entre les services financiers et non financiers. L'expérience a montré que la formation entrepreneuriale et technique seule ne génère pas son plein potentiel de résultats sauf lorsqu'elle combinée avec des services financiers adéquats. L'ONUDI a développé une approche globale « Idea d'affaire » qui prend en charge les jeunes entrepreneurs pour créer et mettre en place ou développer leur propre entreprise tout en contribuant à la création d'emplois, le développement économique et la croissance.



Les services non financiers

L'ONUDI a élaboré un ensemble de mesures de soutien non financiers qui, combiné avec les services financiers, permettent d'assurer pratiquement la durabilité des projets d'entrepreneuriat. En particulier les jeunes bénéficient d'une formation, de suivi, d'encadrement et d'accompagnement des activités: pour démarrer et maintenir une entreprise, un jeune a besoin de compétences financières, entrepreneuriales et professionnelles. Ces compétences contribuent également à réduire leur risque de crédit perçu et donc à avoir accès aux services financiers.



Les MEILLEURES PRATIQUES de l'ONUDI : ONUDI-Hewlett-Packard Programme de partenariat mondial (HP)

Depuis mai 2008, l'ONUDI a établi un partenariat avec Hewlett Packard (HP), l'une des plus grandes sociétés de technologie au monde, pour mettre en œuvre un programme global pour l'entrepreneuriat et l'enseignement des TI. L'ONUDI et HP équipent les futurs et jeunes entrepreneurs des pays en développement avec outils de base et les compétences informatiques pour démarrer, exploiter et développer leurs entreprises.

En s'appuyant sur le succès du déploiement de la "Graduate Entrepreneurship Training through IT" (GET-IT) en Afrique et au Moyen-Orient, en 2010, le partenariat ONUDI-HP atteint une couverture mondiale notamment en Asie et en Amérique latine. Aujourd'hui, au cœur du partenariat réside l'Initiative mondiale d'apprentissage pour les entrepreneurs du programme de formation (LIFE) qui est disponible en plusieurs langues et couvre des cours sélectionnés dans les domaines du marketing, des opérations de la production, de la communication et de la finance pour les différentes étapes de l'entrepreneuriat, allant de l'imagination jusqu' à l'innovation. Les formations LIFE sont fournies par des organisations partenaires soigneusement sélectionnés qui reçoivent un paquet de technologie HP, une subvention en espèces et l'accès au curriculum LIFE et à divers outils en ligne. La sélection des organisations partenaires est basée sur un système de notation, qui, entre autres, comprend un facteur d'égalité des sexes. En outre, les formateurs LIFE désignés sont en mesure d'assister à un cours de formation des formateurs pour devenir certifié afin de mieux transmettre leurs connaissances aux élèves. Le programme de partenariat ONUDI-HP est mis en œuvre en collaboration avec MEA-I (Institut d'Accélération de Micro-Entreprise) et EDC (centre de développement de l'éducation).

Résultats actuels:

- Mise en place de 122 centres LIFE dans 15 pays (Algérie, Brésil, Chine, Colombie, Egypte, Inde, Kenya, Maroc, Nigeria, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Tunisie, Turquie, Ouganda et Emirats Arabes Unis)
- Certification de plus de 310 formateurs LIFE
- Formation d'environ 50.000 étudiants
- Création de plus de 20.000 emplois

Pour plus d'informations, prière de consulter : www.life-global.org

Faciliter l'accès au financement

Un obstacle majeur empêchant la réussite de la création de l'entrepreneuriat des jeunes et son expansion est la capacité d'emprunt faible des emprunteurs potentiels, le manque de littérature financière, et que les institutions financières n'ont pas développé des services qui pourraient servir les emprunteurs potentiels mais marginalisés. Les services financiers disponibles ne sont souvent pas suffisamment accessibles pour les jeunes. Les prêts ne sont souvent pas attribués aux jeunes entrepreneurs en raison de l'absence de garanties et d'expérience et de leur jeune âge. Fourni avec l'accès au financement à travers des mécanismes novateurs, tels que les subventions et les prêts ou les financements d'ange ainsi que le soutien non financier nécessaire, les jeunes sont dotés pour à mettre en place et gérer des entreprises rentables afin de réussir.

MEILLEURES PRATIQUES de l'ONUDI: Le Programme à multi-parties prenantes pour le travail décent et productif pour les jeunes dans les pays MRU

Le Programme multi-parties prenantes pour le travail décent et productif pour les jeunes dans les pays de l'UFM a facilité la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes et a contribué à la stabilité sociale et politique ainsi que la croissance économique dans les quatre pays de l'Union du fleuve Mano (Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone).

Dans le cadre du programme des jeunes MRU, l'ONUDI a mis en œuvre avec succès deux tours de programme de subvention de jeunes à jeunes dans les pays de l'Union du fleuve Mano, en collaboration avec le Réseau pour l'emploi des jeunes (YEN). Spécialement conçu pour les environnements de post-conflit, le Programme de subventions concurrentiel vise à permettre aux organisations dirigées par des jeunes de concevoir et mettre en œuvre des projets pour l'emploi des jeunes, en renforçant leurs capacités institutionnelles en tant que prestataires de services aux entreprises. Surtout, le programme de subvention doit être compris comme un modèle d'incubation initiale



qui aide les jeunes défavorisés qui, autrement, auraient eu peu ou pas d'accès au financement, à créer des emplois dans leurs communautés. D'autres tours du programme de subvention des jeunes sont en cours de développement pour le Togo. En outre, un programme de prêts pour les jeunes entrepreneurs a été mis en place en Côte d'Ivoire, en étroite collaboration avec une institution financière locale qui est accompagnée par les régimes de soutien non financiers fournissant aux jeunes entrepreneurs ayant une formation technique, des outils en mains et les compétences d'entrepreneuriat nécessaires. L'approche du système de prêt est maintenant reproduite en Arménie.

Outputs et résultats:

- Programme de subvention région MRU
 - 14 propositions gagnantes des organisations locales dirigées par des jeunes ont été sélectionnées et ont fourni le financement nécessaire, une assistance technique et une assistance pour suivi et évaluation afin de mettre en œuvre leurs idées
 - 724 emplois décents à long terme sont créés
- Programme de subvention Sierra Leone
 - 7 projets d'organisations locales dirigés par des jeunes ont été sélectionnés et ont fourni le financement nécessaire, une assistance technique et une assistance pour suivi et évaluation afin de mettre en œuvre leurs idées
 - 170 emplois à long terme durables et décents sont créés
- Programme de crédit Côte d'Ivoire
 - Mise en place des fonds de roulement pour la création et le développement de l'entrepreneuriat des jeunes
 - Fournir les services non financiers nécessaires pour les jeunes entrepreneurs pour réduire les risques et les aider à transformer leurs idées d'affaires en des entreprises rentables.

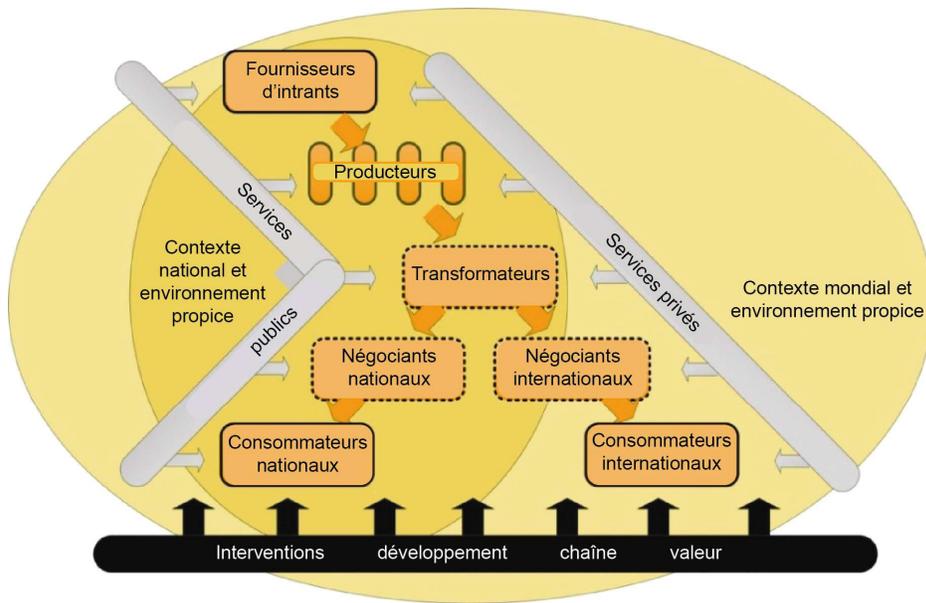
Développement des PME et leur extension

Tandis que la création d'entreprises et micro-entreprises est mieux prise en charge par la combinaison décrite ci-dessus de services financiers et non financiers, les petites et moyennes entreprises nécessitent un soutien technique spécifique et une aide spécialisée. Par conséquent, les interventions mentionnées ci-dessus pour l'amélioration de l'auto-emploi et l'entrepreneuriat ainsi que la création et le développement des micro et petites entreprises sont étroitement liées aux services de l'ONUDI ultérieures qui mettent l'accent sur l'expansion et le développement des PME existantes, ainsi que sur le succès de la transition des entreprises vers le secteur formel:

Consortiums d'exportation: En combinant leurs connaissances, leurs ressources financières et leurs contacts au sein d'un consortium d'exportation, les PME peuvent améliorer de façon significative leur potentiel d'exportation et réduire les coûts et les risques liés à la pénétration des marchés étrangers.

Les grappes: Par l'établissement des liens durables entre les entreprises de petite taille, leurs partenaires d'affaires de grande envergure et les institutions de soutien, les PME peuvent unir leurs forces et prendre conjointement les opportunités de marché ou résoudre des problèmes communs avec un effort combiné.

Le développement de la chaîne de valeur: L'ONUDI aide dans l'identification et le développement des chaînes de valeur à fort potentiel de croissance et d'emploi. En évaluant les possibilités pour les jeunes entrepreneurs ainsi que les obstacles qui entravent la création et le développement des jeunes entreprises dirigées ou l'absorption des jeunes demandeurs d'emploi, une aide ciblée peut être fournie aux gouvernements, aux institutions, au secteur privé ainsi qu'aux demandeurs d'emploi, afin d'améliorer l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat.



Collaboration avec le secteur privé

En ce qui concerne le marché du travail, il est essentiel que l'offre du travail réponde à la demande du secteur privé, en particulier dans les pays à fort taux de chômage des jeunes, il est important que les demandeurs d'emploi aient les aptitudes et les compétences requises par le secteur privé. Améliorer l'employabilité des jeunes est crucial, ainsi que la formation pour le développement des compétences qui répondent à la demande du secteur privé. Par conséquent, l'ONUDI renforce une coopération continue et élargie avec le secteur privé.

Adéquation des compétences et formation professionnelle

En étroite coopération avec le secteur privé, l'ONUDI aide les gouvernements à établir et réviser les programmes de formation professionnelle et travaille directement avec les établissements de formation professionnelle (renforcement des capacités), contribuant ainsi à élargir la base du capital humain dans un pays et faire coïncider les compétences des jeunes demandeurs d'emploi aux besoins du marché du travail et aux exigences du secteur productif.

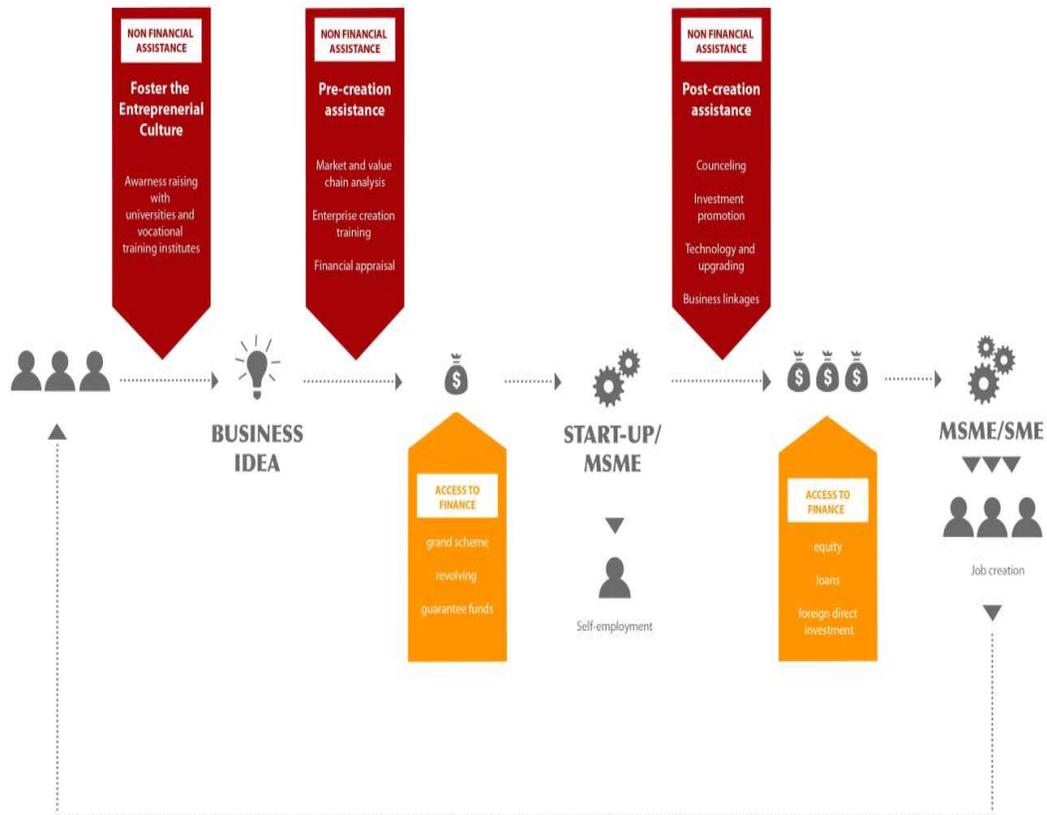
IDEA: Innovation, Développement et entrepreneuriat pour tous

Prenant en considération les défis auxquels les PMA et les pays à revenu intermédiaire en Afrique font face dans la création d'emplois décents et productifs pour les jeunes, l'ONUDI a développé le programme IDEA: l'innovation, le développement et l'entrepreneuriat pour tous. Le programme vise à orienter les micros et petites entreprises dirigées par les jeunes vers la croissance et le développement durable à travers la création des pôles et des réseaux. En 5 étapes le programme IDEA aide à la formalisation des entreprises innovantes dirigées par les jeunes et la création des pôles et des réseaux dans les segments identifiés des chaînes de valeur à fort potentiel de croissance élevé. Grâce à la création de l' (auto) emploi des jeunes et des revenus formels générateurs des activités, le programme IDEA contribue au développement du secteur privé. En facilitant le processus de formalisation et le développement des entreprises du secteur informel et dirigé par des jeunes, IDEA favorise



l'emploi des jeunes et aborde le problème de l'informalité. En facilitant le processus de formalisation et le développement des entreprises du secteur informel dirigé par des jeunes, IDEA favorise l'emploi des jeunes et aborde le problème de l'informalité. Enfin, le programme prévoit une évaluation de la maturité et l'assistance à post-crédation, si nécessaire, ainsi évaluer les opportunités futures et la nécessité d'une assistance supplémentaire.

En somme, l'approche ONUDI peut se résumer comme le montre l'image sur la page suivante :





4. LA VOIE A SUIVRE : L'AGENDA DE L'APRES 2015

Les effets persistants de la crise financière et économique mondiale ont apporté un regain d'intérêt dans la relation entre la croissance économique et les objectifs de développement mondiaux. Comme indiqué dans le rapport de l'équipe spéciale du système des Nations Unies sur l'Agenda de l'après 2015 pour le développement, "la vision pour le développement mondial énoncée dans la Déclaration du Millénaire a été conçue pour unifier la poursuite des objectifs économiques, sociaux et environnementaux"²⁵.

Comme le monde considère comment aller au-delà de l'expiration de la réalisation des MDG en 2015, l'occasion se présente pour construire un cadre avec les objectifs ancrés dans les trois dimensions du développement durable : économique, sociale et environnementale. Par ailleurs, comme indiqué dans le rapport de l'équipe spéciale des Nations Unies, conserver un accent sur les extrémités est important pour la réussite des OMD, l'occasion d'aborder le problème des moyens ne devrait pas maintenant être manquée.

Les consultations pour le cadre de développement de l'après 2015 constituent une occasion unique pour changer le paradigme actuel vers un modèle plus inclusif fondé sur un consensus visant à créer une prospérité durable pour tous. Pour être efficace, il doit contenir la construction des blocs de questions qui nécessitent une coopération internationale pour faciliter les transformations à long terme qui contribuent au progrès dans le développement humain et l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes. Un tel partenariat mondial pour une prospérité durable bénéficiera d'une approche plus participative qui mobilise tous ceux qui ont un intérêt dans le développement inclusif et durable - y compris les secteurs public et privé et la société civile.

Le développement des secteurs productifs

Sans ambiguïté, le développement économique, et en particulier le développement du secteur productif, est un moteur essentiel de la réduction durable de la pauvreté. En mettant l'accent sur les capacités de production et la valeur ajoutée aux ressources primaires, la fabrication a un effet transformateur sur les structures économiques et joue un rôle essentiel dans la promotion du développement technologique, la productivité, l'innovation et le commerce.

La prospérité durable exige une stratégie à long terme, et la construction d'une base industrielle solide implique la mise en place d'un environnement de conditions économiques, juridiques et politiques stables, ainsi que la création d'une incitation politique à investir dans l'éducation, la formation et l'acquisition de connaissances au fil du temps. Au-delà de cela, elle réalise également un impact socio-économique qui se traduit par la création d'emplois et de revenus et la promotion des compétences et de l'entrepreneuriat. Ceux-ci ont été des facteurs instrumentaux pour améliorer le développement humain en général.²⁶ La promotion des économies dynamiques et inclusives sera donc déterminante pour répondre de manière adéquate aux défis persistants de développement que connaissent les dernières décennies afin

²⁵ "Conscient de l'avenir que nous voulons pour tous», rapport de l'Équipe spéciale du système des Nations Unies sur l'agenda de développement de l'après-2015 de l'ONU (2012),

²⁶ "Rapport sur le développement humain 2013 - The Rise of the South", le PNUD (2013)



de déclencher la transformation sociale et économique²⁷ nécessaire en vue de réaliser une prospérité durable pour tous.

Le secteur privé et ses caractéristiques constitutives construisent les bases d'une économie dynamique et inclusive. Dans les pays en développement, les PME sont responsables d'une grande proportion de l'activité économique et donc sont des acteurs importants pour stimuler la croissance économique, le développement équitable et la création d'emplois.

Dans le cas des économies basées sur l'agriculture dans les PMA, par exemple, les entreprises agro-alimentaires stimulent les changements structurels nécessaires à travers l'ajout de valeur aux ressources primaires et l'amélioration de la productivité et la compétitivité. Toutefois, les PME éprouvent souvent des difficultés à réaliser des économies d'échelle internes dans l'acquisition et l'utilisation des facteurs de production, la production de la quantité de production qui répond à la demande du marché, pour atteindre les normes de qualité nécessaires afin de tirer profit du marché, tout en encourageant l'innovation.

Comme l'expérience l'a prouvé, ces difficultés sont principalement dues à l'absence de connectivité des PME dans les pays en développement plutôt que de leur taille. En fait, les économies de nombreux pays à revenu élevé dépendent également des PME dynamiques pour soutenir la croissance du PIB et de l'emploi qui - à travers leurs réseaux, l'environnement immédiat et les institutions solides - ont transformé leur taille en un avantage commercial important. En favorisant les liens d'affaires verticaux et horizontaux et les relations de collaboration avec les institutions locales de soutien, les PME peuvent accroître leur compétitivité par l'atteint des économies d'échelle externes, se spécialisant dans leurs activités de base et encourageant les échanges et l'apprentissage des connaissances.

Les acteurs dynamiques seront toutefois insuffisants pour atteindre l'impact de développement aspiré. Un environnement des affaires fort est nécessaire pour le secteur privé afin de prospérer et de mettre les résultats du marché les plus inclusifs sous la forme d'emplois plus durables et des revenus ainsi que les biens et les services abordables. Le secteur public doit promouvoir les réformes institutionnelles et l'environnement politique proactif qui intègre une vision de développement à long terme et renforce la confiance et la cohésion.

Partenariat avec le secteur privé

Chaque génération a une responsabilité positive de prendre des mesures affirmatives pour préparer la prochaine génération pour la participation économique réussie. La réponse des employeurs au défi de l'emploi des jeunes doit être façonnée par leur propre intérêt responsable pour assurer la croissance à long terme et l'innovation de leurs entreprises, et pour fixer leurs accès au talent pour l'émergence et les futurs besoins économiques. Les entreprises et les entités économiques regardant vers le succès à long terme doivent accorder une attention appropriée à la création et la sécurisation des ressources futures de talent, et ils ont leurs propres responsabilités dans ce secteur à côté et en partenariat avec les gouvernements, les éducateurs, la société civile et les jeunes eux-mêmes.

²⁷ Comme souligné dans le communiqué de la réunion du Groupe de haut niveau de personnalités éminentes dans le Programme de développement de l'après 2015 à Monrovia, ce programme de transformation doit: créer des emplois, développer les infrastructures, augmenter la productivité, améliorer la compétitivité et promouvoir la production et la consommation durables.



Les tendances démographiques mondiales indiquent que la pénurie de mains d'œuvre qualifiées continue à empirer pendant la prochaine décennie, devenant aiguë pour de nombreuses industries spécifiques et d'ensembles spécifiques de compétence. Le rapport global du risque du talent du forum économique mondial 2011 a identifié les mains d'œuvre vieillissantes comme les qualifications pointues dans les pays développés et en développement. Comme les travailleurs qualifiés sont âgés, il n'y a pas assez de jeunes, de travailleurs de remplacement dans le pipeline pour maintenir les compétences de base nécessaires pour les nouvelles possibilités d'affaires.

Les entreprises ne peuvent plus simplement compter sur le marché du travail, ou un concours d'appel d'offres, pour assurer l'accès à des talents requis. Les employeurs doivent comprendre que le développement du talent proactif adapté à leurs propres besoins est dans leur propre intérêt, et est indispensable au maintien de leur croissance à long terme.

La ligne de fond pour l'emploi des jeunes est que les stratégies de gestion des talents pro-actifs de commerces doivent inclure le recrutement de travailleurs potentiellement formés, y compris les jeunes, couplé avec un investissement de l'employeur dans la préparation de ces personnes dans les compétences spécifiques qui soutiendront les exigences commerciales émergentes.

Les employeurs devraient donc être encouragés à donner une chance aux jeunes à travers des mécanismes d'incitation bien conçus et bien étudiés.

Qualité de l'éducation, notamment l'enseignement de l'entrepreneuriat

La qualité et la pertinence de l'éducation doivent être améliorées afin de réduire l'inadéquation des compétences.

Le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) a le potentiel de fournir aux jeunes des compétences plus appliquées et de meilleures chances sur le marché du travail. Les compétences peuvent être obtenues soit par des institutions structurées et spécialisées ou à travers l'expérience de travail pratique, ou les deux - la formation dite «duale» (expérience positive qui peut être trouvée dans le système de formation éducatif et professionnel allemand-autrichien).

Comme indiqué précédemment, les pays africains doivent renforcer le partenariat avec le secteur privé sur tous les niveaux de l'éducation.

Promouvoir une culture nationale de l'entrepreneuriat des jeunes est particulièrement pertinente pour remédier au manque de possibilités de valeur ou pour adopter un esprit entrepreneurial. Au même temps, le développement des compétences entrepreneuriales dans le système éducatif peut être vu dans le cadre de la préparation des jeunes pour pénétrer le marché du travail.

La participation des jeunes

Comme indiqué dans le plan d'action de la décennie 2009-2018 de la jeunesse africaine de l'Union africaine, renforcer la participation des jeunes dans les processus et la prise de décision est une grande priorité pour les Etats africains, en particulier la promotion de la participation active à la vie politique.

Les initiatives efficaces d'emploi des jeunes - que ce soit des programmes ou des politiques - doivent faire participer les jeunes.



Actuellement, le rôle des jeunes dans le développement est limité. Ils ne sont pas consultés, au moins pas méthodiquement ou d'une façon structurée, et leurs voix ne sont pas entendues ou pas prises en compte. Dans toute l'Afrique le manque de plates-formes et des espaces pour que les jeunes participent à la prise de décision nationale concernant leurs besoins et leurs intérêts sont reconnus. Dans plusieurs cas, les jeunes ont exprimé leur engagement limité dans le dialogue politique, la mise en œuvre et le suivi.

Par conséquent, la création d'un mécanisme national de coordination interministérielle et à grande échelle composé des ministères concernés, des travailleurs et des organisations d'employeurs, des établissements d'enseignement et de formation, de secteur privé et des organisations de jeunesse pour assurer une bonne coordination est recommandée afin d'assurer une plus grande participation des jeunes à la politique dans la mesure où cela les concerne.

MEILLEURES PRATIQUES DE L'ONUDI: Conférence internationale sur le travail productif pour les jeunes en Tunisie et dans la région MENA

La «Conférence internationale sur le travail productif pour les jeunes en Tunisie et dans la région MENA» qui a eu lieu à Tunis les 28 et 29 Novembre 2012 visant à aider les gouvernements des pays de la région dans leurs efforts visant à promouvoir l'esprit d'entreprise, à partager les connaissances sur les meilleures pratiques internationales et se concentrer sur la voie à suivre en réunissant toutes les parties prenantes. La Déclaration de Tunis et le plan d'actions qui ont été proclamés à la fin de la conférence placeront la base d'un processus de suivi qui contribuera à relever le défi de l'emploi des jeunes et la création d'emplois dans la région MENA. En outre elle a placé l'ONUDI en tant que partenaire d'exécution dans le domaine du développement du secteur privé et de la création d'emplois.

Résultats:

- Déclaration de Tunis: La Déclaration stipule dix recommandations pour stimuler l'emploi productif et le travail décent pour les jeunes dans la région MENA.
- La participation à la conférence de 400 personnes dont 250 sont des jeunes femmes et hommes.
- L'organisation de 3 ateliers préparatoires régionaux pour atteindre et promouvoir une participation active des organisations des jeunes et les jeunes entrepreneurs.
- Pour définir les bases des discussions, un document d'information a été rédigé avant la conférence et distribués aux participants à la conférence, aux présidents et aux membres de panels.
- Mise en place d'une plate-forme basée sur le Web pour le renforcement de la participation active des jeunes et la création de réseaux.
- Organisation de 19 événements parallèles qui visent à assurer une participation active des jeunes, tout en favorisant les opportunités d'investissement dans le bassin méditerranéen.

L'accès aux services de qualité pour les entrepreneurs, y compris l'accès au financement

Les jeunes sont confrontés dans le monde d'aujourd'hui à une variété de défis, en particulier dans la phase transitoire entre l'école et le travail. Promouvoir l'entrepreneuriat dans les écoles va certainement insuffler un fort esprit entrepreneurial et une meilleure compréhension des pratiques commerciales. Toutefois, cela ne suffira pas pour créer une nouvelle génération de performants et innovants jeunes entrepreneurs.

Les services de soutien, souvent désignés comme des services non financiers, peuvent augmenter le taux de réussite d'une entreprise jusqu'à deux tiers, ce qui est encore plus élevé pour les start-up dirigés par les jeunes.



La concentration des fournisseurs de services est proportionnelle au PIB d'un pays; dans les pays sub-sahariens, les organismes gouvernementaux fournissent seulement 12% des services non financiers/formations, tandis qu'en Afrique du Nord, ce ratio dépasse 61,5 pour cent²⁸, alors que les anciens IMF et les banques fournissent jusqu'à 50 pour cent des services non financiers (avec des montages financiers), ce qui est conçu comme une intervention de l'atténuation des risques.

Exprimé fortement par les jeunes dans diverses consultations nationales et régionales²⁹, la qualité des services fournis ainsi que l'adaptation aux autres formats conviviaux pour les jeunes devront être pris en considération pour la jeunesse comme véritable moteur potentiel de développement socio-économique des Etats africains comme des évidences le démontrent.

Les jeunes exigent un meilleur accès à l'information, comme des modalités d'inscription, la clarté dans l'univers des prestataires de services, mais surtout, les systèmes financiers plus ciblés, qui sont conçus pour refléter les besoins des jeunes (par exemple le manque de garantie ou de caution).

Les fonds de garantie, les micro-actions, les subventions pour l'innovation ne sont que quelques-unes des bonnes pratiques (donner des exemples) qui peuvent être mis en place en réponse à ce problème aggravant du manque d'accès aux opportunités financières pour les jeunes.

Objectif proposé par l'ONUDI : agenda de l'après 2015: «Promotion des économies dynamiques et inclusives»

Favoriser des «économies dynamiques et inclusives» s'annonce comme une réponse efficace sur l'emploi et la sécurité financière car il est un levier essentiel pour s'en sortir de la pauvreté. Ces économies seraient également plus résistantes aux chocs extérieurs car elles sont bien préparées pour développer les ressources productives, les capacités entrepreneuriales et les liens de production qui permettent à un pays de produire des biens et des services qui lui permettent de bénéficier d'une croissance plus stable, durable et inclusive.

Toutefois, il sera crucial de s'assurer que la poursuite de cet objectif est bien coordonnée avec les mesures visant à assurer la durabilité écologique des modes de production et de consommation. En ce qui concerne la mise en œuvre de cet objectif qui pourrait suggérer un point de rencontre entre l'agenda de l'aide des donateurs traditionnels, les priorités des partenaires de développement émergents et les préoccupations actuelles de développement des pays bénéficiaires, jetant ainsi les bases pour réaliser un partenariat mondial pour une prospérité durable pour tous.

La «promotion des économies dynamiques et inclusives» dépend d'une série d'indicateurs interconnectés, qui devraient inclure **quatre objectifs concrets**:

- Une augmentation de la part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans le PIB à 15-20 pour cent

²⁸ Banque mondiale, l'emploi, le rapport sur le développement mondial 2013

²⁹ La réponse à la crise de l'emploi des jeunes, l'OIT 2012 et travailler avec les jeunes, l'OIT de 2012 en Afrique, et www.DEF.tn



- Une augmentation de la part des produits manufacturiers dans les exportations totales de son niveau actuel de moins de 1 pour cent à 5-10 pour cent afin de permettre à l'Afrique de passer d'un exportateur de matières premières et des denrées à un exportateur de produits manufacturés à valeur élevée
- Une augmentation de la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total
- Une augmentation de la part de l'investissement direct étranger (IDE) consacré à la fabrication plutôt que des denrées.



5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Étant donné la grande diversité des défis spécifiques à chaque pays et les opportunités à travers le continent, il n'existe pas de solutions toutes faites à l'enjeu fondamental de la création d'emplois productifs. Cependant, le présent rapport a analysé les tendances et les développements et les recommandations générales ordinaires qui peuvent être faites sur la meilleure façon de répondre aux besoins de création d'opportunités d'emplois productifs pour les jeunes.

Vu que la capacité d'absorption du chômage du secteur public est limitée, la promotion du secteur privé peut être une solution pour la création d'emplois. Des emplois sont créés principalement par le secteur privé- au niveau mondial 9 sur 10 emplois sont créés par le secteur privé - donc la croissance de secteur privé est cruciale d'offrir davantage de possibilités d'emplois productifs. Le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) est un mécanisme éprouvé et efficace pour faciliter le développement économique et c'est dans ce secteur vital que l'entrepreneuriat nécessite un soutien important, de l'orientation et de l'investissement.

Les gouvernements, le secteur privé et la communauté internationale doivent unir leurs forces et travailler ensemble pour la préparation d'une base solide pour la création d'emplois durables, la croissance inclusive et la réduction de la pauvreté.



En ce moment très important que le monde considère comment se déplacer au-delà des Objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, il ya la possibilité de changer le paradigme actuel vers un consensus visant à créer la prospérité pour tous, en développant des économies dynamiques basées sur la croissance équitable et inclusive, la création d'emploi durable et la réduction de la pauvreté à long terme.

Afin de favoriser l'entrepreneuriat chez les jeunes et la création d'emplois à travers le développement du secteur privé, le présent document conclut en soulignant l'importance des actions suivantes qui doivent être prises par les responsables au niveau macro, méso et micro:

Au niveau macro:

 • *Les gouvernements nationaux doivent promouvoir l'entrepreneuriat comme solution viable au chômage en favorisant une culture entrepreneuriale chez les jeunes.*

- *Identifier le potentiel de croissance élevé et les chaînes de valeur à forte intensité d'emploi et identifier l'emploi et les opportunités du travail indépendant pour les jeunes à l'intérieur et tout au long de ces chaînes de valeur.*

- *La communauté des donateurs et les organisations internationales doivent défendre le développement du secteur privé visant à la création d'emplois et la croissance inclusive et de sécuriser le financement et l'aide internationale à soutenir les gouvernements dans cette importante initiative.*



- Renforcer le cadre juridique et réglementaire pour faciliter la création d'entreprise pour les jeunes et éliminer les obstacles à l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'entreprise ☒
- Les gouvernements nationaux devraient améliorer les infrastructures liées à l'entrepreneuriat, tels que les infrastructures, l'énergie, l'accès à l'eau, etc

Au niveau méso:



- Renforcer les capacités des institutions locales (fournisseurs de services aux entreprises, les institutions financières, les établissements de formation publics et privés et autres) afin de fournir une meilleure qualité et des services sur mesure pour aider les jeunes entrepreneurs à créer et développer leurs entreprises
- Développer et mieux coordonner les services financiers et non financiers pour les jeunes entrepreneurs
- Renforcer les partenariats public-privé afin d'assurer une meilleure adéquation entre les compétences des diplômés et les besoins du secteur privé;

Au niveau micro:

- Fournir des aspirants entrepreneurs avec les services financiers et non financiers nécessaires
- Grâce à la création d'un fonds dédié, faciliter l'accès au financement pour la création des MPME, en particulier les entreprises dirigées par des jeunes
- Soutenir et renforcer le réseautage entre les jeunes entrepreneurs afin d'échanger une assistance pair à pairs, les leçons apprises et les meilleures pratiques.



BIBLIOGRAPHIE

La BAD et l'OCDE (2005), Perspectives économiques en Afrique 2005: Le financement du développement des PME en Afrique, Centre de développement et la Banque africaine de développement, OCDE, Paris.

La BAD et l'OCDE (2008), Perspectives économiques en Afrique 2008: développer les compétences techniques et professionnelles en Afrique, Centre de développement et la Banque africaine de développement, OCDE, Paris.

La BAD (2011), «La lutte contre le chômage des jeunes au Maghreb», Banque de développement africaine, Tunis.

BAD (2012), «L'emploi des jeunes en Afrique», un document de référence pour les Perspectives économiques en Afrique 2012, la Banque africaine de développement,

BAD, OCDE, PNUD, CEA Perspectives économiques en Afrique 2012.



Union africaine (UA). La Déclaration de l'UA sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique. Burkina Faso 2004.

Union africaine (UA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA): Rapport économique sur l'Afrique. Tirer le meilleur parti des produits de base africains: Industrialiser pour la croissance, l'emploi et la transformation économique. 2013.

GCAP (Groupe consultatif d'assistance aux pauvres) (2004), «Micro finance de logement, permettant d'améliorer l'efficacité des donateurs dans la micro finance», Donor Brief No. 20, Banque mondiale, Washington DC.

Gallup World Poll (2008-2010)

Grimm, M. van der Hoeven, R. et J. Lay (2011b), «Libérer le potentiel: relever les contraintes économiques, institutionnelles et sociales de l'entrepreneuriat informelle en Afrique subsaharienne: principaux résultats et conclusions de la politique», l'Institut international des Etudes sociales, La Haye.

M. Grimm, P. Knorringa et J. Lay (2011c), «entrepreneurs du secteur informel en Afrique de l'Ouest: Gazelles limitée dans le palier inférieur», Institut international des études sociales de La Haye.

Heintz, J. et I. Valodia (2008), «le secteur informel en Afrique: un examen», document de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, de la Suède

Hull. K (2009), «Comprendre la relation entre la croissance économique, l'emploi et la réduction de la pauvreté», dans OCDE, Promouvoir la croissance pro-pauvres: l'emploi, la coopération au développement, OCDE, Paris.



OIT (Organisation Internationale du Travail) (2008), Rapport mondial sur les salaires 2008/09, Organisation internationale du Travail, Genève.

OIT (2010), Tendances mondiales de l'emploi des jeunes, l'Organisation internationale du Travail, Genève.

OIT (2011a), «Vers un travail décent en Afrique sub-saharienne - le suivi des OMD Indicateurs de l'emploi», l'Organisation internationale du Travail, Genève.

OIT (2011b), Indicateurs clés du marché du travail (ICMT), 7e édition, Organisation internationale du Travail, Genève.

OIT (2011c), Rapport sur l'emploi mondial 2011 de l'Organisation internationale du Travail, Genève.



BIT: Tendances mondiales de l'emploi 2013: la récupération d'un second emploi Dip.

Organisation internationale du Travail: la réponse de l'Afrique à la crise de l'emploi des jeunes 2012.

Banque Africaine de Développement. Les Jeunes, l'emploi et les mutations structurelles: Affronter le problème de l'emploi en Afrique. 2012.

McKinsey Global Institute (2010), «Lions en mouvement: le progrès et le potentiel des économies africaines».

Mc Kinsey mondial Institute. Afrique au travail: création d'emplois et la croissance inclusive. 2012.

MDGF (Fonds des Objectifs du Millénaire pour le développement) (2009), «Impliquer la jeunes tunisiens pour atteindre les OMD», le Fonds de l'objectif de développement du Millénaire, Tunis.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2006), Perspectives de l'emploi, l'Organisation de coopération et de développement économiques, Direction de l'emploi, Paris.

OCDE (2009), Promouvoir la croissance pro-pauvres: l'Emploi, l'Organisation de coopération et de développement économiques, coopération pour le développement, Direction Paris.

OCDE (2010), 'Off to a Good start? ' Des emplois pour les jeunes, l'Organisation de coopération et de développement économiques, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales, Paris.



OCDE (2011), Perspectives de l'emploi, l'Organisation de coopération et de développement économiques, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales, Paris

l'OCDE (2012a), «Emploi et politiques de protection sociale pour la cohésion sociale», Perspectives sur la surveillance mondiale.

Organisation de coopération et de développement économique, Centre de développement, Paris.

OCDE (2012b), Initiative sur le genre: égalité entre les sexes dans l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat, l'Organisation de coopération et de développement économiques, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales, Paris.

Samson, M. (2009), «Les transferts sociaux en espèces et l'emploi, une note sur les liens empiriques dans les pays en développement», dans OCDE, Promouvoir la croissance pro-pauvres: l'Emploi, l'Organisation de coopération et de Développement Economiques, Direction de la coopération pour le développement, Paris.

Shiferaw, A. et AS Bedi (2009), «La dynamique de création d'emplois et de suppression d'emplois: Est-ce que c'est le cas en Afrique subsaharienne?», IZA document de discussion No. 4623, l'Institut pour l'étude du travail (IZA), Bonn.

Silatech (2009), L'indice Silatech: «Voix des Jeunes Arabes», Silatech, en partenariat avec Gallup

Stampini, M. et A. Verdier-Chouchane (2011), «Le travail dynamique du marché en Tunisie: la question du chômage des jeunes», document de travail no 123, Banque africaine de développement, Tunis.

Le Réseau pour l'emploi des jeunes et la Fondation internationale de la jeunesse (2009), la demande du secteur privé pour le travail des jeunes au Ghana et au Sénégal: le Ghana et le Sénégal, Conclusions de l'étude, la Banque mondiale, Washington DC.

☒ Nations Unies (ONU) (2007), «Examen des plans d'action nationaux sur l'emploi des jeunes, transformer les engagements en actions», Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, New York.

CENUA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique) (2011), Rapport de la jeunesse africaine 2011: S'adresser à l'éducation des jeunes et Nexus de l'emploi dans la nouvelle économie mondiale, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis-Abeba.

Banque mondiale (2009), Indicateurs du développement en Afrique 2008/2009 - l'emploi des jeunes en Afrique: Le potentiel, le problème, la promesse, la Banque mondiale, Washington DC.

Banque mondiale (2006-2011), Enquêtes auprès des entreprises.
<http://www.enterprisesurveys.org>.



Banque mondiale (2008), “Soutenir les jeunes en cas de besoin”, banque mondiale, Washington DC.

Banque mondiale (2012a), réaliser des affaires dans un monde plus transparent, Banque mondiale, Washington DC. <http://www.doingbusiness.org>.

Banque mondiale, l'emploi, Rapport de développement mondial 2013.

Forum économique mondial et l'OCDE (2011), Rapport sur la compétitivité arabe mondiale 2011-2012, Forum économique mondial à Genève.

YEN-WA (Réseau pour l'emploi des jeunes pour l'Afrique occidentale) (2008), Construire l'affaire de collaboration des entreprises sur emploi chez les jeunes, le Réseau pour l'emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest, Dakar.